



MARCHE PUBLIQUE DE FOURNITURES COURANTES

REGLEMENT DE CONSULTATION

Fourniture et livraison de repas en liaison froide pour un
restaurant scolaire

Pouvoir Adjudicateur :
Syndicat Intercommunal du Groupe Scolaire Public (SIGSP) de Malestroit

La procédure de consultation utilisée est la suivante :
Procédure adaptée passée en application des articles 27 et 78 du décret d'application
N° 2016-360 du 25 mars 2016

Date limite de réception des offres : SAMEDI 17 MAI 2025

SOMMAIRE

| | |
|---|---|
| ARTICLE 1 : IDENTIFIANT DU POUVOIR ADJUDICATEUR | 3 |
| ARTICLE 2 : MODE DE PASSATION ET FORME DE MARCHÉ | 3 |
| ARTICLE 3 : OBJET ET LIEU DE L'EXECUTION DU MARCHÉ | 3 |
| ARTICLE 4 : CONDITIONS DE LA CONSULTATION | 3 |
| 1. Structure de la consultation. | 3 |
| 2. Type de contractant | 3 |
| 3. Variantes libres | 3 |
| 4. Variantes imposées | 3 |
| 5. Délai de validité des offres | 4 |
| 6. Visite sur le site | 4 |
| ARTICLE 5 : CONDITIONS D'EXECUTION DU MARCHÉ | 4 |
| 1. Durée du marché | 4 |
| 2. Marché réservé | 4 |
| ARTICLE 6 : DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES | 4 |
| 1. Composition | 4 |
| 2. Modalités d'obtention | 4 |
| 3. Modification de détail du DCE | 5 |
| ARTICLE 7. PRESENTATION ET REMISE DES CANDIDATURES ET DES OFFRES | 5 |
| 1. Présentation des candidatures | 5 |
| 2. Pièces de l'offre : | 6 |
| 3. Sous-traitance | 6 |
| 4. Pièces à fournir par l'attributaire du marché : | 6 |
| 5. Langue de rédaction des propositions | 7 |
| 6. Unité monétaire | 7 |
| 7. Conditions d'envoi | 7 |
| 8. Négociation | 7 |
| 9. Offres anormalement basses | 7 |
| 10. Calendrier prévisionnel | 8 |
| ARTICLE 8 -JUGEMENT DES PROPOSITIONS | 8 |
| 1. Critère de sélection des candidatures : | 8 |
| 2. Critères de jugement des offres | 8 |

| | |
|--|---|
| 3. Egalité | 8 |
| ARTICLE 9 – RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES | 9 |
| 1. Renseignements administratifs..... | 9 |
| 2. Voies et délais de recours | 9 |

ARTICLE 1 : IDENTIFIANT DU POUVOIR ADJUDICATEUR

SIGSP de Malestroit – Mairie de Malestroit

1 Rue Edmond Besson

56140 MALESTROIT

ARTICLE 2 : MODE DE PASSATION ET FORME DE MARCHE

Le présent accord-cadre à bons de commande est passé selon la procédure simplifiée des articles 27, 78 et 80 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

Le montant maximum de l'accord-cadre est fixé à 200 000 euros pour la durée totale du marché.

Ce montant maximum représente la limite supérieure des obligations contractuelles du titulaire. Une fois ce montant atteint, le marché prendra fin, même si la durée initiale prévue n'est pas encore expirée.

ARTICLE 3 : OBJET ET LIEU DE L'EXECUTION DU MARCHE

La présente consultation a pour objet la définition des conditions dans lesquelles sera exécutée la fourniture et livraison de repas en liaison froide pour le restaurant scolaire, situé 10, rue des écoles 56140 MALESTROIT.

Les repas seront destinés aux élèves de maternelles élémentaires et aux adultes.

ARTICLE 4 : CONDITIONS DE LA CONSULTATION

1. Structure de la consultation.

La présente consultation ne fait pas l'objet d'allotissement. Les prestations donneront lieu à un marché unique.

2. Type de contractant

Le marché pourra être attribué à une seule entreprise ou à un groupement d'entreprises.

En vertu de l'article 45 décret n°2016-360 relatif aux marchés publics, il est interdit aux candidats de présenter pour le marché plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels ou de membres d'un ou plusieurs groupements.

En application de l'article 45 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, si le marché est attribué à un groupement conjoint, celui-ci sera tenu d'assurer sa transformation en groupement solidaire après attribution du marché.

3. Variantes libres

Les variantes sont autorisées.

4. Variantes imposées

Sans objet.

5. Délai de validité des offres

Les offres présentées dans le cadre du présent marché devront rester valables pendant une durée de 120 jours à compter de la date limite de réception des offres fixée au samedi 17 mai 2025. Durant cette période, les candidats ne pourront ni modifier, ni retirer leur offre.

6. Visite sur le site

Sans objet. Aucune visite requise.

ARTICLE 5 : CONDITIONS D'EXECUTION DU MARCHE

1. Durée du marché

Le présent marché est conclu pour une durée d'un an, allant du 1er septembre 2025 au 31 août 2026.

Il pourra être reconduit trois fois pour une durée d'une année supplémentaire, soit jusqu'au 31 août 2029 au maximum par tacite reconduction.

La non-reconduction du marché devra faire l'objet d'une décision expresse de la collectivité notifiée avant la date d'échéance du marché en cours.

Le pouvoir adjudicateur détient une compétence exclusive pour décider de reconduire ou non le marché. Le Titulaire ne pourra s'opposer à sa reconduction comme à sa non-reconduction.

2. Marché réservé

Sans objet.

ARTICLE 6 : DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES

1. Composition

Le dossier de consultation des entreprises du présent marché comprend les pièces suivantes :

- le présent Règlement de Consultation (RC),
- le Cahier des Clauses Particulières (CCP),
- le Bordereau des Prix Unitaires (BPU),
- l'Acte d'Engagement (AE),

2. Modalités d'obtention

Le Dossier de Consultation des Entreprises (DCE) est accessible uniquement sur la plateforme MEGALIS à l'adresse suivante : <https://marches.megalis.bretagne.bzh>

Le candidat est invité à s'identifier sur la plateforme au moment du téléchargement du DCE s'il souhaite être informé des modifications qui pourraient être apportées au DCE. Il est donc vivement conseillé de s'identifier et de fournir une adresse mail valide et usuelle.

Aucune demande d'envoi du DCE sur support physique électronique ou sur support papier n'est autorisée.

Le SIGSP se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au présent dossier de consultation des entreprises. Ces modifications devront être reçues par les candidats au plus tard 7 jours avant la date limite de réception des offres prévues au présent règlement de la consultation.

Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier ainsi modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

3. Modification de détail du DCE

Le SIGSP se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au présent dossier de consultation des entreprises. Ces modifications devront être reçues par les candidats au plus tard 7 jours avant la date limite de réception des offres prévues au présent règlement de la consultation.

Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier ainsi modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

ARTICLE 7. PRESENTATION ET REMISE DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

1. Présentation des candidatures

Les offres des candidats seront rédigées en langue française et exprimées en euros.

Les candidats peuvent utiliser les formulaires et DC2 (déclaration du candidat) ou le Document Unique du Marché Européens (DUME) pour présenter leur candidature. Ces documents sont disponibles gratuitement sur le site www.economie.gouv.fr. Ils contiendront les éléments indiqués ci-après :

- Les renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise tels que prévus à l'article 48 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 ;
- Copie des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire ;
- Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas mentionnés à l'article 45 et 48 ordonnances n° 2015-899 ;
- Les renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise tels que prévus à l'article 44 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 ;
- Qualification ou référence de l'entreprise pour la réalisation d'opérations d'importance équivalente datant de moins de 5 ans, indiquant, le montant, la date et le destinataire.

NB : Avant de procéder à l'examen des candidatures, si le Pouvoir Adjudicateur constate que des pièces visées ci-dessus sont manquantes ou incomplètes, le Pouvoir Adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai de 7 jours.

2. Pièces de l'offre :

- L'acte d'engagement,
- Le bordereau de prix unitaires
- Un mémoire technique. Ce mémoire comprendra notamment :
 - Les garanties en matière d'approvisionnement (une liste détaillée des fournisseurs, l'origine de production le plus précis possible des denrées utilisées pour la confection des menus, les détails des produits biologiques et sous signe Officiel de Qualités et d'Origine...)
 - Les partenariats directs avec les producteurs et groupements de producteurs locaux et leur pérennisation.
 - Une liste de menus susceptibles d'être réalisée sur 4 semaines de prestation.
 - Tout autre document utile permettant d'apprécier la valeur technique de l'offre au regard des performances en matière de développement des approvisionnements directs auprès d'agriculteurs ou de groupements d'agriculteurs (partenariat mis en place, fonctionnement...), et de la qualité gustative et nutritionnelle des produits
 - Les modalités d'exécution du marché par des personnes en situation de handicap ou en difficulté d'insertion professionnelle (nombre de personnes, encadrant, prestations réalisées, etc.)
 - Les modalités de commande, et notamment les solutions proposées pour moduler les quantités commandées
 - La présentation du ou des outils de suivi et de notation mis en place par le Titulaire
 - La présentation des actions de lutte contre le gaspillage alimentaire
 - La présentation de la démarche contre la pollution plastique. Notamment les modalités d'utilisation des emballages plastiques, et la présentation des solutions alternatives proposées (notamment en ce qui concerne les contenants de réchauffe).

3. Sous-traitance

La sous-traitance est interdite pour les prestations et fournitures.

4. Pièces à fournir par l'attributaire du marché :

Le candidat retenu ne saurait être désigné définitivement Titulaire du marché qu'à la condition de produire, dans un délai imparti par le pouvoir adjudicateur, les certificats et attestations prévus à l'article 51 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 et dans l'arrêté du 25 mai 2016 fixant la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution de marchés publics, notamment :

- Certificats délivrés par des administrations et organismes compétents pour vérifier le respect des obligations de déclaration et de paiement en matière fiscale et sociale (attestation de régularité fiscale, attestation des caisses de congés et intempéries...) ;
- Attestation de fourniture des déclarations sociales et paiement des cotisations et contributions sociales datant de moins de 6 mois ;
- Liste nominative des salariés étrangers soumis à autorisation de travail ;
- Extrait Kbis ou D + copie du jugement redressement judiciaire, le cas échéant ;
- Pour les entreprises d'au moins 20 salariés : la déclaration annuelle obligatoire d'emploi des travailleurs handicapés (DOETH)

- Une attestation d'assurance pour les risques professionnels,
- RIB

À tout moment durant l'exécution du marché, le Titulaire doit être en mesure de produire ces attestations, sur demande du Pouvoir Adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

5. Langue de rédaction des propositions

Les propositions doivent être rédigées en langue française.

6. Unité monétaire

Le Pouvoir Adjudicateur conclut le marché dans l'unité monétaire suivante : euro(s).

7. Conditions d'envoi

La transmission des plis par voie papier n'est pas autorisée.

La transmission des documents par voie électronique est obligatoirement effectuée sur le profil d'acheteur du Pouvoir Adjudicateur, à l'adresse URL suivante :

<https://marches.megalis.bretagne.bzh>.

Le pli doit contenir un seul dossier qui comportera les pièces de la candidature et les pièces de l'offre définies au présent règlement de la consultation.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Si une nouvelle offre est envoyée par voie électronique par le même candidat, celle-ci annule et remplace l'offre précédente. Il ne s'agit en aucun cas de déposer un complément à l'offre initiale mais de déposer une offre complète modifiée.

8. Négociation

L'acheteur se réserve la possibilité de mettre en œuvre une phase de négociation avec les candidats ayant présenté une offre. Cette négociation pourra porter sur tous les aspects de l'offre, y compris le prix, la qualité des prestations, les délais d'exécution et les conditions contractuelles.

La négociation sera conduite dans le respect des principes de transparence et d'égalité de traitement des candidats. Les modalités de la négociation seront précisées par l'acheteur et communiquées aux candidats concernés. À l'issue de la phase de négociation, les candidats seront invités à soumettre leur offre finale révisée.

Toutefois, le Pouvoir Adjudicateur se réserve la possibilité d'attribuer le marché public sur la base des offres initiales sans négociation.

9. Offres anormalement basses

Conformément à l'article 60 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016, toute offre paraissant anormalement basse fait l'objet d'une demande écrite de précisions assorties de réponse. Après vérification des justificatifs fournis par le candidat concerné, l'offre est soit maintenue dans l'analyse des offres, soit rejetée par décision motivée.

10. Calendrier prévisionnel

Les candidats sont informés que la notification de l'attribution du marché est prévue pour la semaine du 15 juin suivie de la signature du marché prévue 11 jours plus tard. Ces dates sont indicatives et susceptibles de modifications en fonction de l'avancement de la procédure.

ARTICLE 8 - JUGEMENT DES PROPOSITIONS

Le jugement des propositions est effectué dans les conditions prévues à l'article 62 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 au moyen des critères suivants :

1. Critère de sélection des candidatures :

Sont écartés :

1. Les candidats n'ayant pas fourni l'ensemble des déclarations, certificats ou attestations demandés, dûment remplis et signés,
2. Les candidats dont les références techniques et financières (moyens en personnels et matériels dont dispose le candidat, garanties financières qu'il est susceptible d'apporter) par rapport à la prestation, objet de la consultation, sont insuffisantes

2. Critères de jugement des offres

L'offre économiquement la plus avantageuse sera notée au regard de ces 4 critères :

a. Critère 1 – prix de la prestation : 40%

Formule appliquée : (offre moins disant / offre du candidat) X 40

La notation se fera sur la base du Bordereau des Prix Unitaires (BPU).

b. Critère 2 – valeur appréciée de la qualité des produits : 35 %

| | |
|---|-----------|
| Favoriser les approvisionnements directs via des producteurs locaux | 20 points |
| Diversité des menus et respect de la saisonnalité | 15 points |

c. Critère 3 – valeur appréciée de la qualité du service : 15 %

Souplesse : Capacité à adapter les prestations en fonction des besoins spécifiques de la collectivité, y compris la possibilité de moduler les éléments des commandes.

Réactivité : Rapidité et efficacité dans la réponse aux sollicitations et aux demandes de la collectivité.

Outil de suivi et de notation de la prestation : Mise en place d'un système de suivi et de notation permettant de mesurer la qualité des prestations fournies et d'assurer une amélioration continue.

d. Critère 4 – mesure sociale : 10 %

Le candidat favorisera l'emploi des travailleurs en difficulté d'insertion professionnelle et /ou issus de l'économie sociale et solidaire.

3. Egalité

En cas d'égalité de note finale globale entre plusieurs offres, la procédure suivante sera appliquée :

1. Négociation : Une négociation sera engagée avec les candidats ayant obtenu la même note finale globale afin d'affiner leurs propositions et de déterminer l'offre économiquement la plus avantageuse.
2. Critère de départage : Si l'égalité persiste après la négociation, les offres seront départagées selon les critères suivants, par ordre de priorité :
 - a. Critère 2 – Valeur appréciée de la qualité des produits : La priorité sera donnée à l'offre présentant la meilleure qualité des produits.
 - b. Critère 1 – Prix de la prestation : En cas d'égalité sur le critère de la qualité des produits, la priorité sera donnée à l'offre la moins chère.

ARTICLE 9 – RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats doivent faire parvenir au plus tard 7 jours avant la date limite de remise des offres, une demande écrite à :

1. Renseignements administratifs

SIGSP de Malestroit

Téléphone : 02 97 75 11 75

Courriel : ecole@malestroit.bzh

2. Voies et délais de recours

Instance chargée des procédures de recours administratifs de RENNES :

Hôtel de Bizien
3, Contour de la Motte
CS44416
35044 Rennes Cedex
Téléphone : 02 23 21 28 28
Télécopie : 02 99 63 56 84
Courriel : greffe.ta-rennes@juradm.fr

Introduction des recours :

La procédure du référé précontractuel prévue à l'article L.551-1 du Code de la justice administrative peut être mis en œuvre avant la signature du marché.

Un recours contre le contrat signé peut être introduit dans un délai de 31 jours à compter de la publication de l'avis d'attribution et peut être assorti d'une demande de référé suspension (article L521-1 du code de la justice administrative).

Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours

Hôtel de Bizien
3, Contour de la Motte
CS44416
35044 Rennes Cedex
Téléphone : 02 23 21 28 28
Télécopie : 02 99 63 56 84
Courriel : greffe.ta-rennes@juradm.fr